



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

#### **ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, ARBRES, ARBUSTES ET SURFACES NON PLANTEES DES DIFFERENTS SITES DU CENTRE HOSPITALIER DE THIERS**

---

N° du CCAP : 26-GHTA-0012

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne**  
**Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand**  
58 Rue Montalembert  
63003 CLERMONT-FERRAND



## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	3
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	4
4.2 - Délai d'exécution .....	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	4
6 - Garanties Financières.....	4
7 - Avance .....	4
8 - Modalités de règlement des comptes .....	4
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	4
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
8.3 - Délai global de paiement .....	5
8.4 - Paiement des cotraitants .....	5
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	5
9 - Garantie des prestations .....	6
10 - Pénalités.....	6
10.1 - Pénalités de retard.....	6
11 - Assurances .....	6
12 - Résiliation du contrat.....	6
12.1 - Conditions de résiliation .....	6
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	6
13 - Règlement des litiges et langues.....	7
14 - Dérogations.....	7



## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Entretien des espaces verts, arbres, arbustes et surfaces non plantées des différents sites du centre hospitalier de Thiers

Lieu(x) d'exécution :

Le site du Fau et l'EHPAD Le Belvédère située aux Belins 63300 Thiers

Le marché s'exécute dans le cadre d'un groupement d'acheteurs constitué sous la forme suivante :  
Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

Acheteur partenaire :

- Centre Hospitalier de Thiers

Acheteur référent :

-Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand

L'acheteur référent aura en charge la passation, la signature et la notification du marché. Le Centre Hospitalier de Thiers devra suivre l'exécution du marché.

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Tableau financier comprenant le bordereau des Prix Unitaires BPU et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire DPGF (contractuels) et le Détail quantitatif estimatif DQE (non contractuel)

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.



## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 20/04/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 02/07/2028.

### **4.2 - Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est de 26.5 mois.

L'exécution des prestations débute le 20/04/2026 après notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe.

Les prestations sont réglées pour partie par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et pour partie par des prix unitaires selon le Bordereau de prix unitaires.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Dans ce cadre, la partie forfaitaire fera l'objet de facture mensuelle portant sur le service fait. Les prestations du Bordereau de prix unitaires seront déclenchées par bon de commande et seront acquittées suite à présentation d'une facture portant sur le service fait.

## 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26630785900071
- Code service : CS01
- Le service « Service économique »
- Numéro d'engagement juridique : correspond au numéro de marché et au numéro de lot (26\_0001\_CHT)
- Identifiant de l'émetteur de la facture: SIRET, numéro de TVA intracommunautaire...

## 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **9 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **10 - Pénalités**

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **11 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **12 - Résiliation du contrat**

### **12.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.



Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **13 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **14 - Dérogations**

- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021